



A Katowice (Pologne), lors de la COP 24.  
Photo Janek Skarzynski. AFP

## CLIMAT

# COP 24 : dans les tractations, l'argent reste le nerf de la guerre

Par Aude Massiot, envoyée spéciale à Katowice (Pologne) – 14 décembre 2018 à 21:06

La promesse de 100 milliards de dollars d'aide aux pays du Sud d'ici 2020 peine à se mettre en œuvre. Et l'argent avancé par les Etats et les banques se présente surtout sous forme de prêts.

**L'actu Libé, tous les matins.**

Au-delà du jargon technique et des buffets organisés dans les pavillons colorés des pays, un sommet climat de l'ONU reste une histoire d'argent. A Katowice, en Pologne, où se tient la 24<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le climat (COP 24), cette question cristallise les tensions historiques entre pays développés et en développement. Les premiers, grands responsables du changement climatique, doivent aider financièrement les seconds à mener leur transition écologique. Cette solidarité a été scellée dans l'accord de Paris, conclu en décembre 2015. Dès 2009, lors de la COP 15 de Copenhague, les pays les plus riches s'étaient alors déjà engagés à mobiliser dans un «Fonds vert pour le climat» 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Deux ans avant cette échéance, la confiance est au plus bas.

### A LIRE AUSSI

Cop 24 : à la recherche des ambitions perdues

«Nous sommes inquiets, parce que les promesses de financement à Paris n'ont pas encore été suivies d'effet, s'alarme Derek Hanekom, le ministre du Tourisme sud-africain. Les montants annoncés ne sont pas suffisants et nous devons pouvoir compter dessus.» Un rapport onusien a pourtant indiqué, en octobre, une hausse de 17 % des financements entre 2013-2014 et 2015-2016. D'après ce texte, les promesses seraient sur la bonne voie.

### Pivot

Pourquoi tant de défiance alors ? «Les pays en développement craignent qu'une fois l'objectif atteint, il n'y ait pas d'augmentation du soutien, explique Helena Wright, du think tank E3G. Cent milliards de dollars sont largement insuffisants pour permettre les transformations économiques et sociétales nécessaires pour s'adapter au

réchauffement.» Le secteur privé doit aussi mettre la main à la poche. Mais les Etats jouent un rôle pivot : ils doivent servir de garanties pour que les investisseurs misent sur des projets climat dans les pays du Sud.

La COP 24 a tout de même vu de nouveaux engagements. L'Allemagne a promis de doubler sa participation au Fonds vert, et d'y injecter 1,5 milliard d'euros. La Norvège s'engage à y ajouter 345 millions d'euros. Cet instrument essentiel du financement climat, dont certains annonçaient la mort il y a quelques mois, semble reprendre vie. La France a préféré se concentrer sur les fonds pour les pays les moins développés et pour l'adaptation, avec 20 millions d'euros de dons annoncés pour le premier et 15 millions pour le second. «Au total, nous porterons nos financements publics pour le climat de 3 milliards d'euros par an en 2015 à 5 milliards d'euros par an en 2020, soit une hausse de 60 % par rapport à 2014», s'est félicitée Brune Poirson, la secrétaire d'Etat à la Transition écologique.

### Dette

«Ces annonces sont positives, mais les montants d'aide publique dédiés au climat demeurent encore très limités, assure Sandrine Maljean-Dubois, spécialiste des négociations climat au CNRS. Les pays du Nord se disent sur la bonne voie, mais ils comptent beaucoup sur les investissements privés et bien des financements publics dits "climat" ne sont ni nouveaux ni additionnels, contrairement à l'accord de Paris.»

Marion Lemoine, chercheuse à l'université de Rennes, renchérit : «Les pays développés poussent dans les négociations pour limiter leur devoir de transparence sur ce qu'ils investissent réellement. Leurs homologues du Sud sont très déçus par leur comportement à cette COP.»

Les principales avancées se jouent donc sur le front des banques multilatérales de développement. La Banque mondiale a déclaré mettre sur la table 200 milliards de dollars sur cinq ans, à partir de 2021. Dans la foulée, neuf autres institutions financières se sont engagées à s'aligner sur les objectifs de l'accord de Paris (limiter en deçà de 2° C le réchauffement mondial par rapport à l'ère préindustrielle). En 2017, elles ont déjà mobilisé 35,2 milliards de dollars pour le climat, soit un bond de 28 % par rapport à 2016. Seulement, ces apports significatifs sont en majorité des prêts. Et non des dons. La dette des pays émergents concernés augmente donc en même temps que la générosité de leurs alliés du Nord. Dans les coulisses de Katowice, cet enjeu promet d'être au cœur des batailles de dernière minute. Et déterminera si le climat de confiance, initié par la COP 21 à Paris, tient du lointain souvenir.

Aude Massiot envoyée spéciale à Katowice (Pologne)

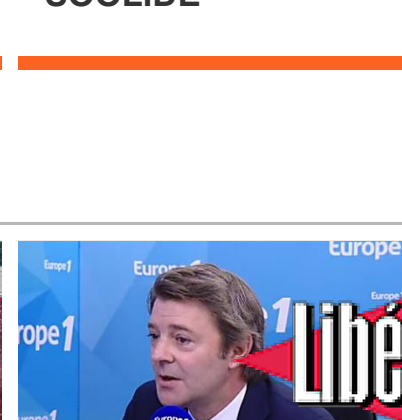
## CONTENUS SPONSORISÉS



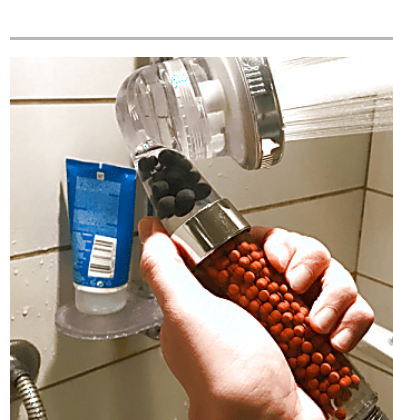
Guide Achat : Quel SUV est fait pour vous ?  
L'AUTOMOBILE MAGAZINE POUR SEAT



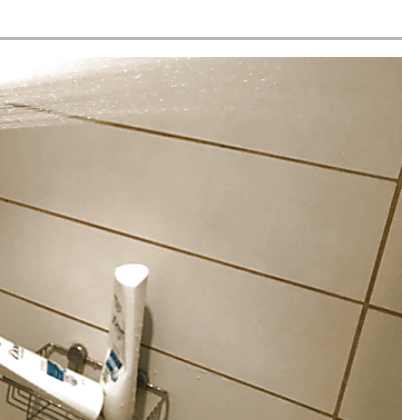
L'armée de terre forme, pour faire de...  
ARMÉE DE TERRE



[Galerie] De vraies triplées passent un...  
SOOLIDE

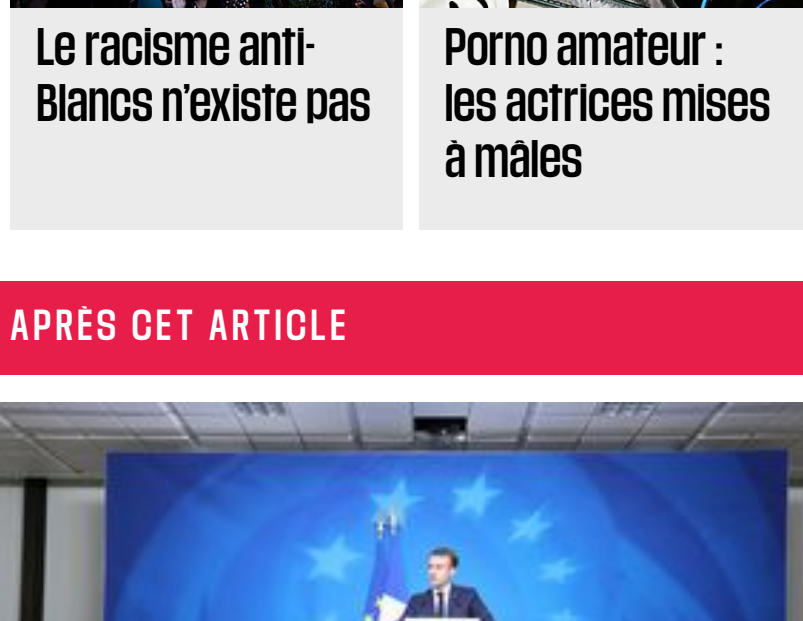


Senlis : «Le mec dont la Porsche a été pétée, il en...

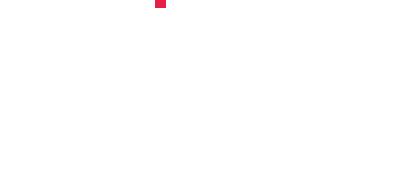


Est-il vrai que la moitié des Français ne...

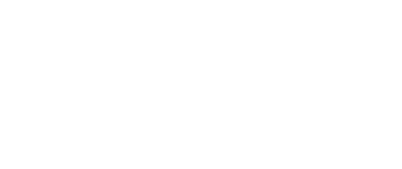
## CONTENU SPONSORISÉ



Une start up française crée le buzz avec cette douchette...  
WWW.ECO-REVUE.COM



Le racisme anti-Blancs n'existe pas



Porno amateur : les actrices mises à mâles

## APRÈS CET ARTICLE



**VU DE BRUXELLES**  
**Zone euro : Macron au pain sec**